

Pauvreté, la méthode Fillon : et si le candidat des républicains avait pris (lui) le risque de se poser la question des causes ?



Alors que les politiques françaises de lutte contre la pauvreté ont essentiellement consisté à la mise en place d'aides sociales, les causes semblent avoir été oubliées. Pourtant, ce sont bien le manque d'activité économique et le trop faible nombre d'emplois qui sont les causes principales de la pauvreté en France.

Avec Erwan Le Noan

Avec Nicolas
Goetzmann

Atlantico : Lors d'une visite dans un centre Emmaüs, ce mardi 3 janvier, François Fillon a déclaré "Moi je veux changer les choses. La première cause de la grande pauvreté c'est le chômage, et c'est la raison pour laquelle j'ai un programme économique qui est un programme radical et que je mettrai en œuvre si les Français me font confiance", et de poursuivre "Tous ceux qui se pressent pour défendre le modèle social français devraient réfléchir". En quoi l'approche de François Fillon est-elle différente ? Est-il pertinent d'opposer une approche par la "cause" en l'opposant à celle du modèle social français ?

Erwan Le Noan : La nouveauté du discours de François Fillon est qu'il adopte un ton résolument optimiste, tourné vers l'action. Il fait le pari qu'il est possible d'engager une dynamique économique suffisamment puissante pour recréer de nouvelles opportunités, notamment pour les plus défavorisés.

Ce discours, qui a dû être porté par quelques leaders dans les dernières années, est en décalage total avec les politiques qui ont réellement été mises en œuvre depuis des décennies en France. Notre pays a fait le choix du malthusianisme déprimé : comme nous avons considéré, en pleine dépression, qu'il n'était plus possible de croître, nous avons privilégié des stratégies de redistribution. Pour que tout le monde ait un peu du gâteau, nous avons fait en sorte soit de couper des parts plus petites (par l'impôt) soit de limiter le nombre de convives (limiter l'immigration économique, instaurer des pré-retraites, etc.). Pire, comme nous nous sommes convaincu qu'il n'y avait plus suffisamment d'ingrédient, on a interdit à qui que ce soit de faire grandir sa propre part, considérant que cela ne pouvait se faire qu'au détriment des autres. Cette logique de redistribution est dépressive et défaitiste.

Ce que propose François Fillon c'est de se retrousser les manches pour faire grandir le gâteau. Ce qu'il dit, implicitement, c'est que si nous produisons collectivement plus, nécessairement ceux qui sont les plus défavorisés seront mieux lotis. Kennedy disait que « la marée fait monter tous les bateaux » : si la croissance arrive, chacun pourra monter et verra son sort s'améliorer.

Nicolas Goetzmann : La nouveauté, dans le débat qui se profile dans le cadre de la campagne présidentielle, est de vouloir lutter contre la pauvreté en affrontant ses causes, plutôt que de vouloir exclusivement traiter ses conséquences au travers d'aides sociales. Si François Fillon évoque le chômage comme "la première cause" de la "grande pauvreté", il n'est pas inutile d'évoquer également les problèmes posés par le précaire, les contrats à temps partiel, le niveau des salaires, le prix des logements ou encore la structure des ménages. En dévoilant cet ensemble de causes, il apparaît que la lutte contre la pauvreté doit être menée sur plusieurs fronts pour pouvoir être efficace. Ainsi, s'il est essentiel de mettre en place un dispositif permettant de lutter contre les causes de la pauvreté, celle-ci ne devrait pas se faire en opposition au modèle social du pays.

Lorsque Lyndon Johnson a mis en place son programme de "guerre contre la pauvreté" au milieu des années 60, les États Unis vivaient une période de prospérité et de plein emploi. Les différentes mesures mises en place ont permis la formation d'un État providence américain qui a effectivement permis une forte baisse de la pauvreté dans le pays. Il ne s'agit donc pas d'opposer les approches, mais de les combiner pour obtenir de véritables résultats.

La faible activité économique de notre pays depuis la crise de 2008 est une cause majeure de la problématique de la pauvreté, mais elle n'est pas exclusive. Voilà pourquoi une approche unique, que ce soit par les aides sociales, ou par la seule croissance, ne peut être suffisante.

Parce que la réalité est que les pays qui affichent les taux de pauvreté les plus faibles sont les pays scandinaves, qui conjuguent État social fort ET forte croissance. Tout l'enjeu repose sur la capacité d'un gouvernement à faire coexister les deux.

Ne peut-on pas voir une forme de résignation de la part de certains politiques sur la pauvreté, considérant cette situation comme une réalité indépassable ?

Erwan Le Noan : Il y a près de vingt ans, François Mitterrand avait fait l'aveu dépité et découragé qu'en matière de chômage on avait tout essayé. De fait, c'est effectivement ce qu'implicitement un grand nombre de nos politiques ont choisi d'admettre pour la pauvreté et les difficultés sociales. Ils ont renoncé à grandir, croître, créer. Leur seule ambition est d'administrer la misère, de mieux répartir les souffrances. Ils n'imaginent même plus, au fond, qu'on puisse les dépasser.

Et encore faut-il que les politiques se soucient réellement de la pauvreté. Or, il n'est pas interdit de penser qu'à Gauche certains se satisfont globalement de l'existence de difficultés sociales qui, pensent-ils, [nourrissent la croissance de leur électorat](#) ("plus les citoyens sont dans la misère, plus ils ont besoin de moi"). De même, à Droite certains pensent sûrement que la pauvreté ce n'est pas leur sujet ("de toute manière, les pauvres ne votent pas").

Nicolas Goetzmann : Cette problématique tient beaucoup à la définition de la pauvreté elle-même. S'agit-il d'une pauvreté à 60% du revenu médian, qui touche près de 9 millions de personnes, et qui correspond à une définition plutôt large du phénomène (près de 15% de la population), ou s'agit-il d'un seuil à 50% (8% de la population) ou 40% du revenu médian (moins de 4% de la population), qui correspondent ici beaucoup plus à des situations de privations réelles. La différence est importante parce qu'une définition trop large de la pauvreté conduit à minimiser la difficulté du quotidien de ceux qui ont les revenus les plus faibles (à 40 ou 50% du revenu médian), et donc à minimiser le problème lui-même. La résignation peut ainsi découler du fait de considérer que la précarité ne serait pas "réelle" en France, ce qui serait une véritable forme de déni.

Concernant la "réalité indépassable", il ne faut pas nier les difficultés à apporter des réponses efficaces, mais l'abandon n'est pas plus acceptable. Si cette possibilité existe, elle tient sans doute plus au fait que les pauvres ont tendance à moins voter que les autres, et ce, dans un climat politique plutôt défavorable à toutes formes d'aides sociales.

Quelles sont les causes réelles de la pauvreté ?

Nicolas Goetzmann : Comme le dit François Fillon, la première cause est le chômage, ou, plus justement, le manque d'emplois en France. Le niveau d'activité économique est trop faible en comparaison au potentiel du pays, l'offre de travail étant largement supérieure à la demande. C'est donc bien en relançant massivement l'activité économique que l'on pourrait combler cet écart, ce qui permet de mettre en place une dynamique efficace à plusieurs titres. D'une part, la création d'emplois, et d'autre part, une pression à la hausse sur les salaires. Il convient quand même de rappeler que pour en arriver là, il faudrait que la croissance du pays décolle fortement des niveaux actuels, et qu'une telle conjoncture se manifeste dans la durée. Dans le même esprit, des mesures du type "prime d'activité" forme dérivée de l'EITC (Earned Income Tax Credit) américain, permettent de lutter contre le phénomène des travailleurs pauvres, sous la forme de compléments de salaires.

En dehors de cette cause principale, il existe d'autres facteurs qui peuvent être traités. Les mères célibataires sont surreprésentées dans les chiffres de la pauvreté, ce qui devrait conduire à mieux cibler les aides sociales sur ces ménages, d'agir par exemple pour un élargissement du nombre de places de crèches, afin de permettre à ces femmes de travailler avec un emploi à temps complet plutôt que partiel. De nombreuses personnes "sorties" des statistiques du chômage remplissent également les chiffres de la pauvreté, celles-ci ayant abandonné l'idée même de trouver un emploi. Ici, des politiques d'accompagnement semblent indispensables, et les aides sociales ne peuvent être exclues.

Un autre point, plus spécifique à la France, doit être traité. La part des dépenses des ménages pour leur logement (26%) est parmi les plus élevées au niveau européen. Une lutte contre la pauvreté doit donc tenir compte du prix des logements dans le pays, et notamment dans les zones d'emplois. Des propositions doivent donc être faites pour favoriser la baisse des prix, soit au travers d'une hausse de l'offre de logements, soit en stoppant les différents dispositifs immobiliers, qui n'ont d'autres effets que de soutenir les prix à la hausse.

Erwan Le Noan : Les causes de la pauvreté sont multiples et il est probable que si résoudre le problème gravissime du chômage aidera à lutter contre la pauvreté, cela ne résoudra probablement pas pour autant *toute* la pauvreté. Des experts travaillent sur ces sujets très complexes : la Fondation pour l'innovation politique vient justement de publier [une note passionnante de Julien Damon](#) sur ce sujet !

En quoi l'approche relative à la lutte contre les "inégalités" est-elle différente à la lutte contre la "pauvreté" ?

Erwan Le Noan : Elle ne l'est pas ! Lutter contre les inégalités c'est aussi s'obstiner à faire de la redistribution. Si on considère que les inégalités sont un problème, alors on doit faire en sorte qu'elles se réduisent. Dès lors, on préférera une situation dans laquelle Monsieur X touche 80 et Madame Y 90, plutôt qu'une situation où Monsieur X touche 100 et Madame Y 200. Si je lutte contre les inégalités, je décapite ; par l'impôt notamment. Ce faisant, je décourage le travail et l'innovation. Et je me contente d'un marasme plus ou moins égalitaire. C'est exactement la situation de la France depuis 30 ans, où les inégalités sont faibles en comparaison avec les autres pays développés mais où le déterminisme social est énorme et où on taxe à l'excès. Pour caricaturer, on pourrait dire que nous sommes égaux dans la déprime.

Le problème dans notre société ce ne sont pas vraiment les inégalités ; ce sont les injustices. Il est normal, après tout, qu'un entrepreneur génial réussisse formidablement là où le paresseux banal vivote. Par contre, il est injuste que le jeune issu d'un milieu défavorisé ou isolé qui travaille dur ait moins de chance de réussir que le gosse de riche prétentieux et flemmard d'un centre ville. Il est injuste, surtout dans un système qui se prétend méritocratique, que tant d'obstacles se mettent sur la voie de ceux qui en veulent ! Le vrai sujet est là !

Nicolas Goetzmann : La lutte contre les inégalités est nécessaire, mais elle ne doit pas être dévoyée dans un jeu politique. Or, il est plutôt aisé de lutter contre les inégalités en façade, en taxant les riches, sans que cela ne serve en rien à aider les plus pauvres. C'est un peu ce qui s'est passé lors du quinquennat actuel, où le niveau de vie des plus riches a été entamé par des impôts supplémentaires sans que les plus pauvres ne voient leurs revenus s'améliorer. Le gouvernement peut se vanter d'avoir réduit les inégalités, mais le fait est que pour les plus démunis, rien ne change. Il ne s'agit donc que d'un affichage politique.

La lutte contre les inégalités doit d'abord être vue sous l'angle de la dynamique économique. Plus une économie connaîtra une croissance faible, plus la part des revenus du travail s'affaiblira par rapport aux revenus du capital. C'est donc d'abord une forte croissance qui conduit à la mise en place d'une dynamique plus égalitaire. La forte croissance permet le plein emploi, et le plein emploi redonne du pouvoir de négociation aux salariés, de meilleurs salaires et finalement l'apparition d'un équilibre plus "acceptable" entre revenus du travail et revenus du capital.